



Mission régionale d'autorité environnementale

**Bretagne**

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité  
environnementale de Bretagne  
sur le projet d'extension d'une usine de fabrication  
d'aliments pour bétail  
à Saint-Germain-en-Coglès (35)**

**n° 014958/A P**

## Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

*La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne s'est réunie le 16 avril 2026 à Rennes. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet d'extension d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail à Saint-Germain-en-Coglès (35).*

*Étaient présents et ont délibéré collégialement : Françoise Burel, Alain Even, Isabelle Griffe, Jean-Pierre Guellec, Laurence Hubert-Moy, Sylvie Pastol.*

*En application du règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne adopté le 24 septembre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le dossier.*

\* \*

*La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne a été saisie par le préfet d'Ille-et-Vilaine pour avis de la MRAe dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçu le 10 mars 2026.*

*Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R. 122-6 et du I de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, il en a été accusé réception. Selon le II de ce même article, l'avis doit être fourni dans un délai de deux mois.*

*La MRAe a pris connaissance de l'avis des services consultés dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale.*

*Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL Bretagne, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.*

**Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » (Ae) désignée par la réglementation doit donner son avis. Cet avis doit être mis à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser le projet, et du public.**

**L'avis de l'Ae ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable ; il vise à favoriser la participation du public et à permettre d'améliorer le projet. À cette fin, il est transmis au maître d'ouvrage et intégré au dossier d'enquête publique ou de la procédure équivalente de consultation du public, conformément à la réglementation. La décision de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser la réalisation du projet prend en considération cet avis (articles L. 122-1-1 et R. 122-13 du code de l'environnement).**

**Le présent avis ne préjuge pas du respect des autres réglementations applicables au projet. Il est publié sur [le site de la MRAe Bretagne](#) et sur le [portail de l'évaluation environnementale](#).**

### Avis au lecteur

Le présent avis comporte à la fois :

- des notes alphabétiques (<sup>a</sup>, <sup>b</sup>, <sup>c</sup>...), renvoyant à un glossaire en fin de document, explicitant des termes ou des notions génériques ;
- et des notes numérotées (<sup>1</sup>, <sup>2</sup>, <sup>3</sup>...), consultables en bas de page, apportant des précisions spécifiques au dossier.

# Sommaire

<b>1. Présentation du projet et de son contexte .....</b>	<b>5</b>
1.1. Présentation du projet .....	5
1.2. Contexte environnemental .....	6
1.3. Procédures et documents de cadrage .....	6
1.4. Principaux enjeux identifiés par l'Ae .....	7
<b>2. Qualité de l'évaluation environnementale .....</b>	<b>7</b>
2.1. Observations générales .....	7
2.2. État initial de l'environnement .....	7
2.3. Justification environnementale des choix .....	8
2.4. Analyse des incidences et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées .....	8
2.5. Dispositif de suivi.....	8
<b>3. Prise en compte de l'environnement .....</b>	<b>8</b>
3.1. Ressource en eau .....	8
3.1.1. Gestion des consommations d'eau potable.....	8
3.1.2. Qualité des effluents.....	8
3.1.3. Préservation de la ressource en eau souterraine .....	9
3.2. Paysage .....	9
3.3. Cadre de vie.....	9
3.1.4. Qualité de l'air .....	9
3.1.5. Nuisances .....	10
3.4. Sols et biodiversité.....	10
3.5. Déchets et ressources .....	10
3.6. Prise en compte du changement climatique.....	11
3.7. Risques industriels .....	11
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>12</b>

## Synthèse de l'avis

Les Etablissements Michel exploitent une usine de fabrication d'aliments pour animaux d'élevage sur la commune de Saint-Germain-en-Coglès (35) au lieu-dit « les Hauts Rochers » », dont la production annuelle est de 340 000 tonnes.

Le projet consiste en une extension de l'usine pour en porter la production annuelle à 395 000 tonnes. Cette extension comporte notamment la construction d'une tour de stockage, de nouveaux silos, d'une fosse souterraine de déchargement et d'une nouvelle station de lavage et de désinfection des poids lourds, intégrant une dépollution des eaux par phytoremédiation ainsi qu'un système de recyclage des eaux.

Le projet s'implante au sein de milieux agricoles et naturels disposant d'un niveau élevé de connexion. Quelques habitations sont proches de l'usine. Le territoire est couvert par deux aires d'alimentation de captages prioritaires.

Les principaux enjeux identifiés par l'Ae sont : **la préservation de la ressource en eau, de la qualité paysagère, du cadre de vie des riverains, de la qualité écologique des milieux ainsi que la maîtrise des déchets et des risques industriels de l'usine.**

La description de l'état actuel des installations et du projet doit être clarifiée et complétée dans l'étude d'impact et son résumé non technique, notamment par des illustrations appropriées.

Le périmètre d'étude doit être repris afin d'évaluer l'ensemble des incidences du projet liées à la totalité des activités de l'usine, y compris les incidences indirectes, ainsi que les incidences cumulées du site et des activités de la société voisine.

Des mesures adaptées sont mises en œuvre pour préserver la ressource en eau (prétraitement et recyclage des eaux de lavage) ou encore limiter les émissions atmosphériques de l'usine. En revanche, l'étude ne démontre pas suffisamment que des solutions alternatives ont été analysées et comparées pour prendre en compte les objectifs de protection de l'environnement, notamment en matière de préservation de la trame écologique, de la qualité paysagère ou de la consommation énergétique. Les risques industriels et de nuisances pour les populations font l'objet de mesures paraissant adaptées, cependant leurs conséquences sur les milieux naturels doivent être davantage évaluées. Les incidences sur le climat, par le biais de la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que l'adaptation au changement climatique du projet doivent être approfondies.

Enfin des protocoles de suivi des incidences doivent dès à présent être définis pour l'ensemble des thématiques environnementales afin de garantir la bonne maîtrise des incidences du projet.

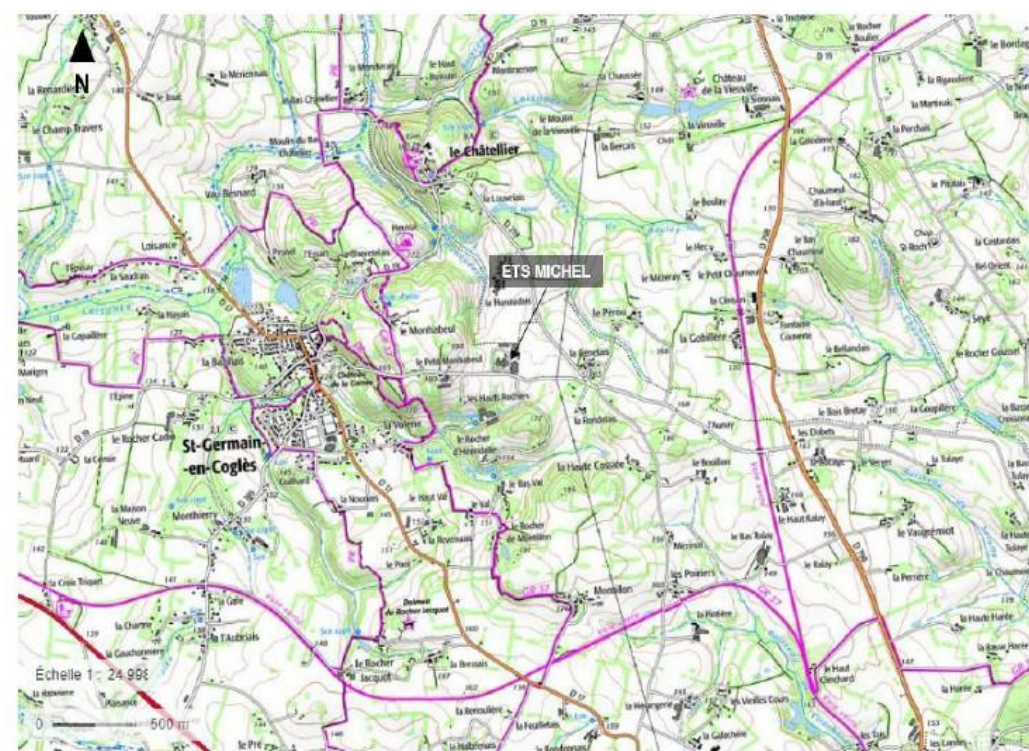
L'ensemble des observations et recommandations de l'autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé ci-après.

# Avis détaillé

## 1. Présentation du projet et de son contexte

### 1.1. Présentation du projet

Le projet porté par les Etablissements Michel consiste en l'extension d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux sur la commune de Saint-Germain-en-Coglès (35), au lieu-dit « les Hauts Rochers ». L'entreprise est notamment chargée de la formulation, de la fabrication et de la livraison des aliments pour animaux d'élevage (volailles, porcs, bovins). Elle dispose de deux usines de fabrication (U1 et U2) sur le site de Saint-Germain-en-Coglès ainsi que d'équipements annexes : magasins de stockage de matières premières, ensemble de silos et cuves de stockage de matières premières et produits finis, chaufferie, garage pour poids lourds, station de lavage des véhicules, locaux techniques ainsi qu'une station de traitement des eaux usées et des eaux pluviales.



L'extension de l'usine comprend :

- la construction d'une deuxième tour de stockage des aliments de 38 m de haut, annexée à l'usine U1, comportant 9 silos de stockage de matières premières et une fosse souterraine de 6 m de profondeur pour le déchargement des camions ;
- le remblaiement de la fosse de déchargement actuelle et le remplacement de 2 silos vétustes ;
- la création d'une nouvelle station de lavage et de désinfection des poids lourds, intégrant une dépollution des eaux par phytoremédiation<sup>1</sup> ainsi qu'un système de recyclage des eaux ;
- l'extension de bureaux ;
- le remplacement d'une chaudière et la création d'un local compresseur.

L'objectif est d'augmenter la capacité de production annuelle d'aliments de 340 000 tonnes aujourd'hui à 395 000 tonnes d'ici 2028.

<sup>1</sup> Technologie utilisant le métabolisme des plantes pour accumuler, transformer, dégrader, concentrer, stabiliser ou volatiliser des polluants (molécules organiques et inorganiques, métaux et radioéléments) contenus dans des sols ou des eaux contaminés.





Figure 2 : Futures installations : tour et silos (en haut), station de lavage des poids lourds (en bas)

## 1.2. Contexte environnemental

Le site de production se trouve sur le plateau du Coglais, constitué d'espaces bocagers pâturés et vallonnés. Il s'inscrit au sein de l'ensemble de perméabilité « *De la Rance au Coglais et de Dol de Bretagne à la forêt de Chevré* », présentant un niveau élevé de connexion des milieux naturels et dont la fonctionnalité écologique doit être confortée. Un corridor écologique<sup>a</sup> assure la connexion entre les massifs forestiers et les bocages des Marches de Bretagne, d'une part, et le plateau de Penthièvre, d'autre part.

Le projet s'implante sur le bassin versant de la Loisanse, affluent du Couesnon. Il est relié à la masse d'eau souterraine du bassin versant du Couesnon, nappe de socle à écoulement libre. Le site du projet est couvert par deux aires d'alimentation de captage prioritaire<sup>b</sup>, celle des « Drains de Rennes 1 » et celle du « Bas Sancé ». Pour ces deux captages, une sensibilité aux nitrates est relevée.

Le site d'implantation de l'usine est partagé avec une société de transport. Desservi par de petites routes départementales depuis Fougères (RD 798) ou depuis l'autoroute A84, il reste distant du réseau routier structurant. L'usine est à 1 kilomètre environ du bourg de Saint-Germain-en-Coglès. Quelques habitations sont présentes dans les hameaux à proximité de l'usine, la plus proche se situant à 150 m environ.

Le site a accueilli une activité de dépôt de fuel et de liquides inflammables, dont les cuves enterrées ont été démantelées et les terres polluées attenantes ont été excavées puis envoyées en centre de traitement.

## 1.3. Procédures et documents de cadrage

Le site dispose d'un arrêté d'autorisation datant du 9 janvier 2007, en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement, pour ses activités de fabrication d'aliments pour animaux et de stockage de céréales en silos.

Les différentes évolutions de l'usine depuis sa création ont fait l'objet de porter à connaissance, le dernier en date (2022), concernant la création de la nouvelle tour de stockage, ayant entraîné la réalisation de l'étude d'impact jointe au dossier.

## 1.4. Principaux enjeux identifiés par l'Ae

Au regard de la nature du projet et de son contexte environnemental, les principaux enjeux identifiés par l'Ae sont :

- **la préservation de la qualité de la ressource en eau**, vis-à-vis des travaux de creusement de la fosse souterraine, du fonctionnement de la station de lavage et de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;
- **la préservation de la qualité paysagère** du site ;
- **la protection du cadre de vie des riverains** du site vis-à-vis des émissions atmosphériques de l'usine, des nuisances visuelles, sonores ou olfactives ;
- **la préservation de la qualité écologique des milieux** ;
- **la maîtrise des déchets** de l'usine dans une optique de préservation des ressources naturelles et énergétiques ;
- **la maîtrise des risques** liés aux installations ou aux produits utilisés par l'usine, et de leurs conséquences sur les populations et les milieux naturels.

## 2. Qualité de l'évaluation environnementale

### 2.1. Observations générales

Le dossier étudié par l'Ae est la version numérique datée de septembre 2025. Il comporte l'étude d'impact, son résumé non technique et ses annexes (dont une étude des risques sanitaires, une étude acoustique, une étude géotechnique, une étude faune-flore) ainsi qu'une étude de dangers.

La compréhension de l'étude d'impact s'avère fortement dépendante de la lecture de ses annexes, en particulier en ce qui concerne la description de l'état actuel et du projet. Cette description doit être reprise de manière plus complète dans l'étude d'impact et dans son résumé non technique. Des illustrations des installations existantes et des schémas du fonctionnement actuel doivent être ajoutés afin de pouvoir mieux apprécier l'évolution entre les situations actuelle et en projet.

Beaucoup d'informations relatives à l'analyse des impacts, en particulier les principaux résultats de l'étude de dangers et de l'étude des risques sanitaires, se trouvent également en annexe et sont très peu reprises dans l'étude d'impact et dans son résumé non technique.

***L'Ae recommande d'améliorer et de compléter la description du projet dans l'étude d'impact et son résumé non technique afin de rendre ces documents autoportants.***

Le périmètre du projet étudié au sein de l'étude d'impact est limité à l'emprise de l'usine de production. Or les activités de l'usine ne se restreignent pas à la seule fabrication des aliments. Les activités d'import de matière premières et de livraison des produits doivent être également prises en compte. Ces activités ont des effets sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre et également sur l'affectation des sols. Le cycle de vie du produit doit être intégré.

***L'Ae recommande d'agrandir le périmètre du projet à l'ensemble des activités de l'entreprise depuis la production des matières premières jusqu'à la livraison des produits finis, afin d'évaluer l'ensemble des incidences directes et indirectes du projet.***

### 2.2. État initial de l'environnement

Les thématiques principales sont dans l'ensemble abordées de manière proportionnée au projet, avec un croisement de données bibliographiques et d'études de terrain. Les aires d'étude de chaque thématique nécessitent cependant d'être définies plus rigoureusement. Les informations relatives au contexte paysager et à l'évolution des conditions climatiques doivent être davantage détaillées.

## 2.3. Justification environnementale des choix

Pour rappel, l'article R. 122-5, 7° du code de l'environnement, précisant l'article L. 122-3, d) du même code, stipule que l'étude d'impact doit comporter « une description des solutions de substitution raisonnables » et « une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ».

Le projet consiste en l'extension sur place d'une usine existante. L'étude d'impact ne propose pas de solution de substitution raisonnable sur d'autres sites, ce qui paraît légitime eu égard à la nature du projet.

Cependant une comparaison de variantes techniques (dont par exemple celle d'absence de projet) sur ce même site et de leurs incidences sur l'environnement et la santé humaine est nécessaire : la solution retenue n'est donc pas justifiée de ce point de vue dans le dossier.

## 2.4. Analyse des incidences et définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées

Dans la limite de la définition du périmètre de projet soulignée précédemment, les incidences du projet sont convenablement identifiées. Il n'y a pas de méthodologie précisément définie pour estimer les niveaux d'incidences retenus, hormis l'appui sur des retours d'expérience d'aménagements similaires.

Une bonne partie de l'analyse des incidences est consacrée à une démonstration de la conformité réglementaire du projet, ce qui ne constitue pas une recherche de mesures d'évitement et de réduction dans l'optique de minimiser les incidences. La partie relative aux conséquences environnementales des dangers de l'usine doit par ailleurs être mieux analysée.

Enfin, les incidences issues des effets de cumul avec le fonctionnement de la société de transport, présente sur le même site, doivent faire l'objet d'une évaluation.

## 2.5. Dispositif de suivi

L'étude propose des mesures de suivi dans l'optique d'identifier des incidences imprévues, de vérifier que les mesures mise en œuvre sont adaptées aux résultats escomptés et d'apporter les mesures correctives nécessaires. Les modalités, objectifs et indicateurs de suivi doivent être plus amplement décrits dans le corps de l'étude d'impact. Le type de mesures correctives envisageables doit également être précisé.

# 3. Prise en compte de l'environnement

## 3.1. Ressource en eau

### 3.1.1. Gestion des consommations d'eau potable

Le projet implique une augmentation des besoins en eau potable du réseau public pour le process industriel, le fonctionnement de la chaudière et pour la nouvelle station de lavage. Cette augmentation sera de l'ordre de 4 500 m<sup>3</sup> par an soit près de + 30 % par rapport à la situation actuelle, pour un total de 19 700 m<sup>3</sup> annuels. Les volumes utilisés seront issus du réseau public de distribution. Afin de limiter la consommation d'eau, la future station de lavage des véhicules sera équipée d'un système de recyclage grâce auquel le porteur de projet envisage de récupérer et recycler 80 % des eaux de lavage dans des conditions de fonctionnement optimal. L'évolution de la consommation en eau pour les besoins du process industriel sera proportionnelle à l'évolution du tonnage escompté. Le dossier ne précise pas si des mesures techniques ont été envisagées pour limiter les consommations d'eau de process.

### 3.1.2. Qualité des effluents

Le projet induit le rejet d'eau de lavage et de désinfection des véhicules, qui sera d'abord dirigée vers une unité de prétraitement par phytoremédiation des boues et des surnageants, avant d'être renvoyée soit vers l'unité de recyclage des eaux, soit vers la station de traitement des eaux usées (STEU) existante sur le site.



Cette STEU recueille également les eaux de ruissellement des voiries de lavage, après traitement. Les eaux sont ensuite rejetées dans le ruisseau de la Volerie, affluent de la Loisanche.

La nature et la dangerosité des produits utilisés sur la station de lavage sont présentés au sein de l'étude de risques sanitaires. L'incidence environnementale de ces produits doit également être analysée dans l'étude d'impact. Enfin le volume et le devenir des boues doivent également être précisés.

***L'Ae recommande de préciser le devenir des boues issues de la station de prétraitement.***

Dans le dossier, l'impact sur le cours d'eau est estimé comme étant similaire à l'impact actuel, considérant que les activités sont inchangées, que les effluents font l'objet d'un prétraitement et que le futur débit du cours d'eau sera similaire au débit actuel. Une évolution de ce débit dans le cadre du changement climatique devrait pourtant être envisagée et étudiée.

Le suivi de la qualité des rejets issus de la station de prétraitement est prévu dans l'étude d'impact mais les modalités doivent en être précisées.

### **3.1.3. Préservation de la ressource en eau souterraine**

Selon l'étude d'impact, les travaux et l'exploitation de la fosse souterraine et de l'usine ne sont pas de nature à affecter la ressource en eau souterraine qualitativement ou quantitativement, alors que le projet est situé en périmètre de protection de captages pour la production d'eau potable. Des précautions sont prises, en phase de travaux, pour réduire le risque de pollution, ainsi qu'en phase d'exploitation pour garantir l'étanchéité de la fosse. Un suivi qualitatif et quantitatif mériterait d'être mis en œuvre pour garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

## **3.2. Paysage**

Le principal élément du projet consiste en la construction d'une nouvelle tour de 38 m au sein des constructions déjà existantes. L'intégration est facilitée par l'harmonie des volumes, matériaux et coloris avec les bâtiments existants. Des précisions doivent cependant être apportées quant à l'écart de hauteur par rapport aux constructions existantes. Il ne modifie pas significativement l'ambiance paysagère des lieux. En revanche, les visibilité sur l'usine ne sont pas illustrées. Seule une vue aérienne de l'insertion paysagère du projet est proposée dans le dossier. Des illustrations complémentaires doivent être apportées afin de mieux figurer l'existence ou l'absence de visibilité du projet dans le paysage proche ou éloigné. Cette appréciation est rendue d'autant plus difficile que le contexte paysager est très succinctement décrit dans l'état initial.

***L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences paysagères en renforçant la description et l'illustration du contexte paysager actuel et en ajoutant des points de vue supplémentaires sur le projet nécessaires pour apprécier l'intégration paysagère de l'usine.***

## **3.3. Cadre de vie**

### **3.1.4. Qualité de l'air**

Les activités du site génèrent des émissions atmosphériques provenant des chaudières, des différents équipements de fabrication des aliments (fosse, broyeur, refroidisseur) et de la circulation des véhicules. Les principales émissions sont les oxydes d'azote<sup>c</sup>, les poussières et le monoxyde de carbone ; elles seront augmentées dans le cadre du projet. Une partie des rejets atmosphériques est traitée par systèmes de cyclones et de filtres à manche. L'efficacité de ce traitement en comparaison notamment de solutions alternatives n'est pas précisée dans l'étude d'impact.

La dispersion des polluants atmosphériques a été modélisée et les incidences sur les riverains les plus proches du site ont été analysées. Les résultats sont inférieurs d'un facteur 10 à l'extérieur du site et au droit des habitations, en comparaison des valeurs toxicologiques de référence ou des valeurs guide de qualité de l'air fournies par l'organisation mondiale de la santé (OMS), ce qui permet de préserver une qualité de l'air acceptable pour ces polluants. Un suivi de l'exposition des populations aux polluants pourrait être envisagé afin de confirmer l'acceptabilité des concentrations.

La redéposition au sol des polluants et ses conséquences sur les milieux naturels et agricoles n'est en revanche pas évaluée.

### 3.1.5. Nuisances

Le site fonctionne 24h/24 pendant 6 jours par semaine, exposant les riverains à de potentielles nuisances quasi en permanence. Les principales sources de bruit sont identifiées et l'étude d'impact considère que les futurs aménagements ne seront pas de nature à créer des émissions supplémentaires ou à modifier les niveaux sonores existants, qui sont en l'état en conformité avec les prescriptions réglementaires. Aucune mesure supplémentaire n'est donc envisagée. Des mesures de niveaux sonores seront effectuées à la mise en œuvre du projet afin de garantir le respect des valeurs seuil réglementaires.

Les principales sources d'odeur qui sont identifiées proviennent des activités de process, de la lagune de traitement des eaux usées et de la nouvelle station de lavage et de désinfection des véhicules. La nature des odeurs n'est pas formellement caractérisée (origine précise, intensité, durée). Les éventuelles mesures d'évitement et de réduction des odeurs liées au process industriel ne sont pas présentées. La dispersion des odeurs générées par la décantation des boues sera limitée par les casiers au sein desquels les processus de phytoremédiation ont lieu.

Les nuisances olfactives sont évaluées comme nulles dans l'étude d'impact, le dossier précisant également qu'aucune plainte n'a été formulée jusqu'à présent.

En dépit de nuisances qui ne devraient pas significativement évoluer par rapport à l'état actuel, un suivi des gênes olfactives et sonores mériterait d'être envisagé.

***L'Ae recommande de garantir la maîtrise des nuisances générées par le projet en mettant en œuvre un suivi des gênes ressenties par les riverains de l'usine.***

### 3.4. Sols et biodiversité

Les nouveaux aménagements induisent la destruction de 60 m d'une haie ornementale dont la localisation et la connexion à la trame écologique ne sont pas précisées dans l'étude d'impact. Le projet prévoit pourtant de compenser cette destruction, sans que la fonctionnalité et l'incidence réelle de la suppression de cette haie aient été évaluées.

Si les aménagements du site ne contribuent pas à conforter les fonctionnalités écologiques des milieux, leur incidence sur la trame écologique reste limitée par leur emprise et par l'extension essentiellement à l'intérieur de l'emprise imperméabilisée. La création de la nouvelle station de lavage induit toutefois l'artificialisation de 750 m<sup>2</sup> de prairie sans qu'aucune solution alternative soit proposée pour en éviter l'incidence.

Les mesures d'accompagnement relatives à l'éclairage ou à l'entretien des espaces non construits méritent d'être davantage explicitées afin d'assurer leur efficacité à maintenir l'activité de la faune identifiée aux abords du site (avifaune et chiroptères notamment).

***L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences du projet sur les trames écologiques, en démontrant l'absence de solution alternative possible pour éviter ou réduire ces incidences.***

### 3.5. Déchets et ressources

Les principaux déchets générés par l'usine (près de 365 t par an dans le cadre du projet) sont des déchets végétaux issus du process industriel, qui sont ensuite méthanisés. L'usine produit également plus de 80 t annuelles d'emballages vides qui sont enfouis, la réalisation du projet augmentera ces déchets de 15 t supplémentaires. Les incidences relatives à ce mode de traitement impliquent que des solutions soient trouvées pour au minimum limiter la quantité de déchets voire les recycler. Seuls 10 % des produits finis sont commercialisés sous emballage ce qui permet de limiter une bonne partie des déchets de l'usine.

L'étude ne fournit pas de bilan des consommations énergétiques avant et après projet et ne permet donc pas d'apprécier si les mesures adaptées ont bien été mises en œuvre pour limiter le recours aux ressources énergétiques fossiles.

### 3.6. Prise en compte du changement climatique

Le changement climatique engendre un accroissement de la fréquence et de la durée des périodes de tension sur la ressource en eau, auquel l'usine devra s'adapter. Pour garantir la pérennité de la production de l'usine, des scénarios de fonctionnement en mode dégradé (restrictions d'accès à l'eau) mériteraient d'être étudiés, ainsi que les conséquences sur les milieux récepteurs (rejets d'eaux traitées en période d'étiage prolongée).

Aucun bilan des émissions de gaz à effet de serre du projet n'est réalisé. L'incidence ne peut donc être évaluée en l'état. Les informations fournies dans le dossier en termes d'émissions de gaz à effet de serre restent trop génériques et qualitatives. Un bilan sur la durée de vie du projet doit être effectué permettant d'identifier les leviers d'amélioration, puis de proposer les mesures adéquates pour la réalisation d'un projet en accord avec les objectifs de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique, issue du PNACC-3<sup>d</sup>.

**L'Ae recommande :**

- ***de réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre et d'identifier les leviers et mesures à disposition pour réduire les émissions, en intégrant les effets directs et indirects du projet ;***
- ***d'approfondir la réflexion en matière d'adaptation du fonctionnement de l'usine dans un contexte de changement climatique induit par le scénario de réchauffement identifié dans le PNACC-3.***

### 3.7. Risques industriels

Les principaux risques encourus sur le site sont le risque d'incendie (matières premières ou produits finis), le risque d'explosion (matières premières), le risque d'ensevelissement en cas de rupture de silo et le risque de déversement accidentel. Le phénomène dangereux est modélisé pour chaque scénario et l'exposition des personnes est évaluée. Ces risques concernent notamment les futurs silos de stockage. L'étude met en évidence que les effets matériels et humains restent circonscrits à l'intérieur du site, c'est le cas en particulier des flux thermiques, ce qui limite le risque de propagation d'incendie aux boisements proches.

Les milieux naturels sont susceptibles d'être atteints par un déversement accidentel de produits techniques, d'huiles, de mélasse ou d'acides aminés. Les différents moyens mis en œuvre, ainsi que leur localisation, pour limiter les risques d'atteinte aux milieux naturels (sol et milieux aquatiques) doivent être clarifiés.

Pour la MRAe de Bretagne,  
le président,

***Signé***

Jean-Pierre GUELLEC

# GLOSSAIRE

---

- a **Corridor écologique** : espace linéaire assurant des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.
- b **Aire d'alimentation de captage prioritaire** : ensemble de la surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente un captage. La démarche « captages prioritaires » vise à obtenir une qualité des eaux brutes suffisante pour limiter ou éviter tout traitement des pollutions en nitrates et en pesticides avant la distribution de l'eau potable.
- c **Oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>)** : composés chimiques formés d'oxygène et d'azote.
- d **Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC)** : publié le 10 mars 2025, le PNACC-3 vise à adapter les modes de vie, l'économie, les infrastructures et les décisions politiques en intégrant le climat futur avec une France à + 4°C en 2100. Pour aller plus loin : <https://www.ecologie.gouv.fr/dossiers/france-sadapte/3e-plannational-dadaptation-changement-climatique>